



## Dans ce numéro

- La place de l'eau dans l'Agenda post 2015
- Organiser la prévention pour la maintenance des ouvrages hydrauliques en zones rurales
- Promotion de l'hygiène à la périphérie de Bujumbura au Burundi
- L'entrepreneuriat social, une option pour les bidonvilles des Philippines et du Bangladesh
- Mobilisation pour l'hygiène en milieu scolaire au Mali

## Édito

# Associer les compétences aux côtés des plus vulnérables

La pérennité de l'accès aux services d'eau et d'assainissement n'est pas qu'une question de compétences locales et de moyens techniques adaptés. Chaque fois que des améliorations prennent racines et s'étendent, c'est que des mesures cohérentes ont associé les populations et intégré tous les aspects de leur cadre de vie.

En milieu rural, en Ethiopie comme au Mali ou au Burundi, la réussite des programmes de promotion de l'hygiène ou d'entretien des installations est basée sur l'implication des usagers et d'un large réseau d'experts, de professionnels, d'artisans mobilisés sur le long terme, pour améliorer les équipements utiles au quotidien dans les écoles, sur les marchés ou dans les foyers.

Au Bangladesh ou aux Philippines, les populations urbaines participent, avec l'appui d'intervenants extérieurs, à l'organisation des services ; en parallèle à l'alimentation

en eau, elles agissent sur de nombreux domaines qui les concernent, par exemple la lutte contre les incendies. La cohérence est particulièrement nécessaire lorsqu'il s'agit d'améliorer durablement le cadre de vie des populations auprès desquelles on intervient.

Sans prétendre lutter contre toutes les conséquences du changement climatique, il est évident que la gestion coordonnée des ressources en eau et des services d'eau et d'assainissement protège les plus vulnérables de ses effets les plus dévastateurs.

Compter sur un large réseau d'acteurs, associer leurs compétences sur des champs aussi larges que possibles, est l'un des enseignements des expériences relatées dans cette lettre. Ces initiatives doivent nous motiver pour poursuivre notre mobilisation et nos travaux en commun. ●

Pierre-Marie Grondin,  
directeur du pS-Eau

# Sommaire

## Des nouvelles de l'association

### L'évaluation du réseau Ran'Eau à Madagascar

Initié en 2009, Ran'Eau est un réseau d'échanges et d'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale qui interviennent dans le secteur de l'eau à Madagascar. Il repose sur une double animation, assurée par l'ONG Cite à Madagascar et le pS-Eau en France. Une évaluation du programme 2011-2013 a mis en évidence les points forts du réseau.

Le succès des ateliers d'échanges organisés en France et à Madagascar (19 ateliers depuis 2009) a insufflé une dynamique collective de partages d'expériences et de réflexions. Ces échanges ont rapproché les pouvoirs publics et les acteurs locaux, contribuant à une meilleure visibilité des projets de la coopération décentralisée et non gouvernementale et à leur cohérence renforcée avec le cadre sectoriel. Par ailleurs, la capitalisation des expériences des acteurs locaux a permis de créer des outils de qualité pour appuyer les initiatives (guide pratique, recueil de projets, cahiers techniques).

Ran'Eau a également été un lieu de plaidoyer en contribuant à inscrire le sujet de la maîtrise d'ouvrage communale sur l'agenda politique, débouchant sur la signature d'un accord entre les ministères de l'Eau et de la Décentralisation.

L'évaluation souligne cependant certains aspects à consolider : améliorer la capacité locale d'accompagnement des porteurs de projet et optimiser l'exploitation à Madagascar de l'importante base de données constituée par Ran'Eau. La pérennité du réseau passe par l'obtention de financements locaux, qui ont été difficiles à mobiliser au cours de la période de crise politique qu'a traversé Madagascar.

Ce modèle de réseau « à deux piliers », en France et dans un pays tiers, ayant fait ses preuves à Madagascar, le pS-Eau envisage de l'adapter à d'autres régions : en 2014, une démarche similaire sera engagée au Burkina Faso.

• Vincent Dussaux, responsable du pôle Appui-Conseil :  
dussaux@pseau.org • www.pseau.org/madagascar

- 3 L'agenda post 2015  
L'urgence d'un objectif résolument dédié à l'eau
- 5 Maintenance des ouvrages hydrauliques en zone rurale  
Créer des services et stimuler les initiatives de prévention
- 8 L'hygiène et la santé à Bujumbura  
Un programme défini et mis en œuvre avec les populations
- 11 Aux Philippines et au Bangladesh  
L'entrepreneuriat social : une option pour les bidonvilles
- 14 L'hygiène en milieu scolaire  
Les Ong maliennes se mobilisent en nombre
- 15 Les infos pS-Eau

# L'urgence d'un objectif résolument dédié à l'eau

2015 est l'échéance prévue pour atteindre les OMD, les Objectifs du millénaire pour le développement. C'est aussi la date retenue pour arrêter de nouveaux engagements de la communauté internationale : les fameux objectifs post 2015 du développement durable, les ODD. Le pS-Eau et ses partenaires se battent pour que l'eau occupe une place à part entière dans ce nouvel agenda.

L'achèvement de la période fixée pour atteindre les OMD est l'opportunité de tirer les leçons des expériences conduites depuis 2000. L'eau et l'assainissement, qui n'étaient que des sous-objectifs de l'ODM 7 sur l'environnement, doivent désormais avoir une place importante dans l'agenda post 2015. D'énormes progrès restent à accomplir dans ces domaines, sans lesquels aucun développement durable n'est envisageable.

La communauté internationale s'est félicitée en 2012 d'avoir atteint l'ODM pour l'eau, qui visait à réduire de moitié le nombre de personnes n'y ayant pas accès. Or les calculs ne prennent en compte que l'existence d'un point d'eau amélioré, pas son état de fonctionnement ni le degré d'accès à une eau véritablement potable. Les chiffres officiels établissent qu'environ 800 millions de personnes dans le monde ne bénéficient pas de sources d'eau améliorées : en réalité, ce sont de 2 à 4 milliards de personnes qui sont concernées. Pour l'assainissement, on est également très loin des résultats attendus : plus de 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à des

installations sanitaires améliorées, et l'aval de la filière assainissement (l'évacuation et le traitement des effluents) n'est pas du tout pris en compte dans les mécanismes de suivi existants. L'Afrique, en particulier, est très loin d'atteindre les objectifs fixés.

Par ailleurs, les réflexions sur la gestion des ressources en eau doivent être traitées en cohérence avec celles sur l'accès à l'eau et l'assainissement et celles sur la gestion des eaux usées. La croissance démographique mondiale et l'évolution des modes de vie continuent partout d'accroître la demande en eau, multipliée par six en un siècle. Les effets du changement climatique aggravent les pressions sur les ressources, ce qui conduira à moyen terme à des crises régionales et internationales issues d'une répartition inéquitable des réserves en eau dans tous les secteurs où elle est une composante essentielle : l'agriculture, la santé, les risques naturels, l'énergie, le cadre de vie, la préservation des écosystèmes et de la biodiversité... Consciente de ces enjeux, la communauté internationale de l'eau a fixé comme impératif d'inscrire un objectif spécifique à l'eau dans l'Agenda post



2015. Cet objectif devrait inclure quatre piliers, tels qu'énoncés dans la déclaration du Sommet mondial de l'eau de Budapest en octobre 2013 :

1. atteindre un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement ;
2. améliorer les approches de gestion intégrée des ressources en eau ;
3. réduire les pollutions et améliorer la gestion des eaux usées ;
4. accroître la résilience face aux catastrophes naturelles et aux changements globaux ayant un impact sur l'eau.

Une mobilisation de tous, dans nos pays respectifs, est nécessaire durant cette année 2014 pour encourager nos décideurs nationaux à se positionner en faveur de l'eau dans les débats internationaux qui se tiendront dans le cadre de l'Organisation des Nations unies. Un tel objectif est indispensable pour éradiquer la pauvreté, améliorer les conditions de vie et préserver l'environnement.

## CONTACT

• Christophe Le Jallé,  
pS-Eau : [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)

## Maintenance des ouvrages hydrauliques en zone rurale

# Créer des services et stimuler les initiatives de prévention

Inter Aide agit en zones rurales isolées où il existe peu d'acteurs, publics ou privés. De ce fait, la gestion et la maintenance des ouvrages incombent presque exclusivement aux usagers. L'association a lancé depuis quelques années des initiatives adaptées aux contextes dans lesquels elle opère, visant à garantir une meilleure couverture des services de maintenance, mais également à systématiser les contrôles techniques pour anticiper les pannes. Cet article illustre ces expériences menées dans différents pays.



Support de promotion d'un commerce de pièces détachées au Malawi.

### Au Malawi, des contrats de maintenance préventifs

En 2002 au Malawi, Inter Aide et son partenaire local Baseda ont lancé des programmes de maintenance des pompes manuelles sur 10 des 27 districts que compte le pays (une grande partie de la région Centre et trois districts dans le Sud-Est). D'une intervention initialement centrée sur la réalisation de programmes eau, hygiène et assainissement, Inter Aide répond également à l'absence de démarches d'entretien des équipements, tant de la part des acteurs institutionnels que des usagers. Cette approche s'est progressivement étendue à d'autres systèmes que ceux construits par Inter Aide et à des zones de plus en plus étendues. La forte densité de pompes installées sur des puits ou des forages dans

des régions très peuplées, et l'homogénéité des modèles de pompes en service, ont été favorables à la constitution d'un maillage de commerçants qui se sont spécialisés dans la revente de pièces détachées. Ces revendeurs, des épiciers déjà connus pour la plupart, trouvent un intérêt commercial suffisant pour inclure ce produit dans leur commerce.

En parallèle, lors de la création ou de la réhabilitation de points d'eau, les villageois ont été sensibilisés à l'importance de prévenir plutôt que de guérir et à ne pas attendre que la pompe tombe en panne. Les comités d'usagers, gestionnaires des ouvrages, ont été formés à transmettre le message sur la nécessité de changer les pièces d'usure avant que leur défaillance n'entraîne plus de dégâts, plus coûteux.



Experts des bureaux de l'eau en action lors d'un diagnostic annuel en Ethiopie.

Au sein de ces comités, des membres sont formés aux opérations de démontage et remontage des pompes. Le modèle, en l'occurrence Afridev, a été pensé pour un assemblage simple des pièces, nécessitant peu de compétences techniques et gérable par les villageois (Village Level Operation Maintenance – VLOM). Néanmoins, le fait que ces comités n'interviennent pas fréquemment les conduit à oublier peu à peu les compétences acquises ou à perdre confiance en eux. C'est la raison pour laquelle le projet a aussi mis en place un réseau de mécaniciens qui gèrent chacun un parc d'une cinquantaine de pompes. Ils proposent deux sortes de contrats : un contrat de réparation en cas de problèmes ponctuels dépassant les capacités villageoises, ou un contrat de maintenance qui consiste, trois à quatre fois par an, à démonter l'ensemble de la pompe et à changer les pièces qui présentent une usure trop importante. Le nombre de pompes affectées à chaque artisan (Area Mechanics) a été déterminé de façon à ce qu'ils puissent se rendre sur les sites à vélo et dégagent une marge suffisante en complément de leurs revenus habituels.

Un cercle vertueux gagnant/gagnant se profile : les artisans réparateurs ont intérêt à ce que les villageois signent avec eux des contrats de maintenance préventive dont ils font la promotion active ; les revendeurs de pièces détachées dégagent des marges suffisantes sur la vente de ces pièces pour avoir intérêt à maintenir un stock minimal en toutes circonstances. Les usagers sont

davantage assurés que leur point d'eau fonctionnera toute l'année.

Les autorités de l'eau (Water Department) sont de plus en plus impliquées dans le processus. Des réunions entre artisans réparateurs sont organisées tous les trimestres au sein de ces institutions ; c'est l'occasion de dresser des bilans et l'heure des rapports d'activités. D'ores et déjà, ce réseau comprend environ 250 artisans, 120 boutiques, couvre près de 12 000 pompes Afridev et compte un million de bénéficiaires.

Les enjeux à terme résident dans la capacité des boutiquiers à se réapprovisionner de manière autonome et à éviter les ruptures de stocks. Il s'agit aussi pour les mécaniciens de fidéliser leurs clientèles par les contrats de maintenance préventive et d'asseoir leur notoriété. Cela passe par l'amélioration de leurs capacités à suivre et planifier leurs interventions.

### En Ethiopie, des techniciens gouvernementaux formés à l'anticipation

En Ethiopie, la forte déclivité des régions d'intervention a permis à Inter Aide de réaliser depuis une vingtaine d'années des réseaux gravitaires qui desservent des populations très importantes (environ 1 000 points d'eau). L'avantage de ces systèmes est que l'eau s'écoulant naturellement, les ouvrages subissent moins de contraintes et nécessitent donc moins d'entretien (les bornes-fontaines et la source qui les ali-

mente peuvent très bien fonctionner pendant dix ans sans intervention). Paradoxalement, ce moindre besoin en maintenance les premières années constitue un risque pour la pérennité des ouvrages à plus long terme : personne ne s'inquiète de l'état de l'ouvrage ni ne vérifie s'il se dégrade.

Conjointement à ses programmes classiques liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement menés dans une douzaine de districts de la région Sud du pays, Inter Aide et son partenaire local RCBDIA s'efforcent d'accompagner la décentralisation des services publics de l'eau. Depuis 2012, une démarche systématique de prévention a été mise en place avec les bureaux de l'eau du woreda (ou district) de l'Ofa.

Les experts des bureaux de l'eau sont des techniciens gouvernementaux formés à organiser avec les villageois des diagnostics annuels sur chaque ouvrage. Lors du rendez-vous fixé avec les associations d'usagers des points d'eau, les experts interviewent les responsables de l'association, inspectent les infrastructures et poussent les usagers à énoncer les problèmes qu'ils ont constatés.

Dans la plupart des cas, les villageois ont conscience des défauts de l'entretien mais ne s'organisent pas pour y remédier. Les experts ont un rôle de conseil, ils aident les comités à budgéter les interventions et les conduisent à planifier les actions pour appliquer leurs recommandations. Ils mettent également en relation les usagers avec des artisans villageois (que le projet a formés au niveau du district) ou avec des entrepreneurs locaux lorsque les interventions sont importantes.

Cette approche et ce travail de collaboration avec les bureaux de l'eau a par exemple permis dans le woreda de l'Ofa, que sur les 146 systèmes diagnostiqués, les recommandations des experts soient suivies pour 116 d'entre eux (il est vrai que la majeure partie des ouvrages avaient été réalisés par Inter Aide, mais la démarche de maintenance vise l'ensemble des infrastructures des zones).

L'enjeu est que les experts acquièrent une juste vision d'ensemble des systèmes et qu'ils soient organisés de manière à suivre année après année la mise en place des



[www.interaide.org/pratiques](http://www.interaide.org/pratiques)

# Une plateforme dédiée aux pratiques de développement

Inter Aide et le réseau Pratiques (qui inclut les ONG Essor, Initiative Développement, Entrepreneurs du Monde et ProAction Développement) ont créé une plateforme permettant de partager des expériences innovantes en matière de développement, via la mise en ligne d'outils et de documents. Vous y trouverez des informations complémentaires sur la maintenance des ouvrages hydrauliques et sur les expériences présentées ici.

- Documents sur la maintenance au Malawi

- . Une fiche décrivant en détail l'approche maintenance au Malawi, également disponible sur le site de la plateforme RWSN (Rural Water Supply Network).
- . Un livret compilant les étapes techniques de réalisation de forages.

- Documents sur la maintenance en Ethiopie

- . Une fiche sur les institutions de l'eau en Ethiopie.
- . Des informations sur l'expérience des experts des bureaux de l'eau du district de l'Ofa pour assurer la maintenance des ouvrages existants.
- . Une présentation de l'organisation communautaire mise en place pour la gestion d'un réseau gravitaire de plusieurs villages et points d'eau ainsi que les mécanismes de coordination qui s'y appliquent.
- . Plusieurs fiches liées au dimensionnement et à la conception de réseaux gravitaires, et à d'autres aspects techniques.

- Documents sur la maintenance en Sierra Léone

- . Une fiche sur des exemples de sensibilisation des communautés à l'importance d'une démarche préventive.
- . Plusieurs documents concernant la réhabilitation et la maintenance des systèmes :  
[www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/ia\\_sierra\\_leone\\_im2\\_major\\_maintenance\\_guideline.pdf](http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/ia_sierra_leone_im2_major_maintenance_guideline.pdf)  
[www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/ia\\_sierra\\_leone\\_kardia\\_maintenance\\_manual\\_2010.pdf](http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/ia_sierra_leone_kardia_maintenance_manual_2010.pdf)  
[www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/ia\\_sierra\\_leone\\_rehab\\_hand\\_dug\\_well\\_2012.pdf](http://www.interaide.org/pratiques/sites/default/files/ia_sierra_leone_rehab_hand_dug_well_2012.pdf)
- . Le blog [www.interaidewatersl.over-blog.com](http://www.interaidewatersl.over-blog.com) recense aussi les informations concernant la maintenance et les programmes Eau, hygiène et assainissement en Sierra Léone.



Trésorier calculant les coûts de maintenance, en Sierra Leone.

réparations pour chaque ouvrage. La réglementation éthiopienne prévoit que la gestion des équipements revienne à des associations d'usagers, et que leurs membres s'organisent pour financer les frais d'intervention et de maintenance. En tant qu'agents du gouvernement, les experts intègrent cette mission dans leurs activités quotidiennes, mais les cotisations des usagers doivent également contribuer à terme au financement du service d'accès à l'eau.

### En Sierra Léone, susciter l'offre et la demande

En Sierra Léone, Inter Aide réalise la construction ou la remise en état d'une vingtaine de points d'eau par an depuis 2005 sur le district de Bombali. Lancé en 2009, le programme de maintenance représente environ 700 puits ou forages équipés de pompes manuelles.

Après la guerre civile, des organisations humanitaires ont creusé de nouveaux ouvrages mais, faute de maintenance, seulement 30 % demeurent fonctionnels et le parc n'est pas homogène : il y a toutes sortes de pompes, de type India Mark, Kardia, Afridev, etc. Cela complexifie la

mise en place d'une filière de revendeurs de pièces détachées.

Huit réparateurs de pompes ont été formés. Ils font la promotion de leurs services en proposant un diagnostic préventif une fois par an. Inter Aide suit les interventions des mécaniciens et enregistre quelles sont les communautés qui ont procédé à cette maintenance. Il est ainsi possible de mesurer le degré d'adhésion à cette démarche et d'en suivre l'évolution dans le temps. Le travail consiste aussi à sensibiliser les villageois sur l'intérêt de la maintenance préventive. Lors d'intervention dans les villages, les équipes illustrent leur propos par des exemples de la vie quotidienne (le toit de chaume qu'il faut entretenir régulièrement, le trou dans le vêtement qu'il faut recoudre avant qu'il ne s'agrandisse, etc.). Un travail plus approfondi est réalisé avec les comités de gestion concernant l'organisation et la gestion de la caisse commune servant à financer la maintenance : reconnaître les pièces détachées et leurs coûts, définir les montants nécessaires et dresser un budget moyen pour l'année, établir une règle de cotisation, recenser le nombre de cotisants, suivre et enregistrer les mouvements d'argent... Environ 200 comités de points d'eau ont jusqu'ici renouvelé régu-

lièrement des diagnostics annuels par les réparateurs.

Pour une dynamique autonome, il faut encore du temps et du travail pour que les communautés soient convaincues de l'importance de la prévention, et bien organisées pour la collecte et le suivi des fonds nécessaires. Les réparateurs ont à terme un rôle de promoteur et de conseiller.

En définitive, la maintenance repose sur une action menée à la fois sur la demande et sur l'offre. En sensibilisant les usagers et en créant un évènement qui les incite à vérifier régulièrement les équipements de manière préventive, on crée et stimule la demande. C'est à cette condition qu'il deviendra intéressant pour les fournisseurs de développer leurs offres de services (vente de pièces, réparations, diagnostics). L'offre doit pour cela être correctement dimensionnée pour couvrir les besoins et être rentable, et de qualité pour assurer l'adhésion.

Les garanties de sa pérennité reposent également sur la possibilité de s'appuyer sur des relais locaux pour poursuivre la sensibilisation et fiabiliser la solvabilité des usagers. Il est primordial de travailler sur les capacités de gestion des groupements communautaires et sur la transparence des démarches (règles de cotisation connues de tous, communication régulière sur l'argent disponible en caisse et les prévisions de dépenses...). Enfin, la mise en concurrence peut stimuler l'offre mais il est avant tout nécessaire qu'un mécanisme de contrôle suive et valide la qualité des interventions et des produits, et apporte des corrections si nécessaire.

Des projets similaires sont menés par Inter Aide dans trois autres pays (Haïti, Madagascar, Mozambique). Ils sont également financés par l'Agence Française de Développement, l'Union européenne, l'Unicef, certaines agences de l'eau et des communes partenaires, le Sedif, le Fonds Solidarité Eau du Grand Lyon et la ville de Paris. ●

## CONTACT

- Mathieu Métois, Inter Aide, coordonnateur capitalisation EHA : [mathieu.metois@interaide.org](mailto:mathieu.metois@interaide.org)

## Hygiène et santé à Bujumbura, au Burundi

# Un programme défini et mis en œuvre avec les populations

Depuis 2010, les Ong PAD (Pro-action développement) et OPDE (Œuvre humanitaire pour la protection et le développement de l'enfant en difficulté) interviennent en milieu périurbain à l'ouest de Bujumbura, la capitale burundaise, pour lutter contre les maladies diarrhéiques, notamment chez les enfants. Trois mots-clés pour ce programme : approche intégrée, méthode participative et recherche-action.

Les indicateurs de développement humain reflètent la grande misère dans laquelle vit la majorité de la population burundaise. Les chiffres sont alarmants :

- selon la Banque mondiale, la mortalité d'enfants de moins de cinq ans atteint 108 pour mille en 2011, dont 84 % sont dus à de mauvaises conditions d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement ;
- cinq millions de Burundais vivent sans installations sanitaires adéquates ;
- les maladies diarrhéiques (diarrhées, dysenteries et choléra) font partie des trois causes de consultation les plus fréquentes dans les centres de santé du pays en raison essentiellement de l'insalubrité de l'eau et de l'environnement.

Devant cette situation, Pro-action développement (PAD), association belge de solidarité internationale, et l'association burundaise Œuvre humanitaire pour la protection et le développement de l'enfant en difficulté (OPDE), se sont alliées en 2008 à l'occasion de deux missions d'identification de projets dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

La zone d'intervention pilote s'est portée sur la commune de Mutimbuzi. Située à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Bujumbura, cette commune compte plus de 70 000 habitants avec une densité moyenne de 350 habitants/km<sup>2</sup>. Situé en bordure de l'aéroport national, c'est un territoire en pleine expansion démographique, qui connaît les problèmes récurrents des zones périurbaines : enjeux fonciers sen-



PAD/OPDE

Campagne de promotion de l'hygiène.

sibles, croissance démographique élevée, voies d'accès peu praticables (notamment pour les camions de vidange).

De surcroît, la nappe phréatique affleurante de cette zone de plaine bordant le lac Tanganyika est très sensible à la pollution si les ouvrages sanitaires ne sont pas adaptés, et un sol sablonneux complexifie la construction des ouvrages. OPDE et PAD ont débuté leur programme dans cette zone en raison de sa grande vulnérabilité :

- vulnérabilité de la population, qui compte de nombreux camps de réfugiés composés d'une majorité de femmes, veuves le plus souvent ;

- vulnérabilité en termes d'accès à l'eau potable, en raison de l'éloignement des sources et de la défaillance du réseau urbain ;

- vulnérabilité en termes d'aides, en raison du manque d'acteurs intervenant dans cette zone en matière d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.





Latrines scolaires écosan à Mutimbuzi, proche de Bujumbura.

## Amazi, Amagara Kuri Twese

Le premier programme mis en place, "l'eau et la santé pour tous" (*Amazi, Amagara Kuri Twese* en kirundi) est entré dans sa phase d'exécution dans la commune de Mutimbuzi en avril 2010, grâce à des financements d'une fondation privée et de la loterie nationale belge, pour respectivement 153 000 € et 40 000 € sur quatre et deux ans. Des enquêtes systématiques en début d'intervention ont permis de cibler les besoins et les solutions envisagées, mais ce sont avant tout les communautés elles-mêmes qui priorisent les actions et les techniques à adopter. Rien n'est prévu dans ce programme qui ne soit adapté aux contextes, aux populations, aux besoins et aux mœurs de la zone d'intervention.

La méthodologie participative est au cœur de l'action. Pour une pleine appropriation de l'action menée, les bénéficiaires sont impliqués dans tout le processus de réflexion et de décision :

- ils identifient eux-mêmes leurs besoins et analysent les solutions les plus viables aux plans technique et économique ;
- ils participent aux réalisations des infrastructures sanitaires en fournissant les matériaux locaux et la main-d'œuvre ;
- ils s'organisent pour gérer et entretenir les infrastructures et autres acquis.

Depuis le début du projet en 2010, la méthode "participatory hygiene and sanitation transformation" (PHAST) consiste,

à travers une série d'animations ludiques et dynamiques, à identifier avec la communauté ses besoins en termes d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, et à trouver des solutions techniques et financières viables et abordables. Les ménages sont les premiers concernés dans ces choix puisqu'ils participent aux frais de construction et d'entretien des infrastructures. Cette approche responsabilise tous les membres de la communauté, qui se reconnaissent comme acteurs du projet.

La méthode PHAST évolue actuellement en WAST "waste and sanitation transformation" en complétant le dispositif initial par des modules sur l'écosanitation et la gestion des déchets solides.

Au terme des animations PHAST/WAST, des comités de gestion sont systématiquement mis en place et formés. Relais clés du projet, ils assurent le suivi de la promotion à l'hygiène, la pérennisation et l'utilisation correcte des infrastructures construites. Parallèlement, des cellules de concertation sont organisées avec les autorités et autres acteurs intervenant sur la zone.

Un des objectifs est que l'ensemble de ces acteurs parviennent à s'impliquer dans une réflexion plus large concernant l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans leur zone, mais aussi à s'investir dans l'appui à d'autres communautés.

A propos de défense des droits à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, l'action vise trois axes :

- le renforcement des capacités des comités et pouvoirs communaux ;

- la sensibilisation des populations aux pratiques d'hygiène ;

- le plaidoyer pour l'inscription dans les politiques locales du respect des droits à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement.

Trois types d'acteurs sont activement impliqués dans le programme :

- les ménages, lors des animations PHAST/WAST et des formations techniques sur la construction, l'utilisation et la gestion des ouvrages réalisés ;

- les communautés, en mettant en place et en formant des comités de gestion, comités de points d'eau (CPE) et des comités hygiène et assainissement (CHA) pour assurer un encadrement villageois autonome et responsable. Le programme intervient également dans les écoles primaires et les centres de santé où sont créés des comités de gestion spécifiques ;

- les autorités communales, avec l'organisation régulière de cellules de réflexions et le renforcement de leurs compétences pour intégrer les notions de droit à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans les plans de développement communaux.

## Promouvoir et pérenniser le dialogue

Ce souci de concertation conduit à rassembler autour d'une même table des acteurs très hétérogènes et surtout qui n'ont pas (ou peu) l'habitude de communiquer : les services techniques de la commune, la Regideso (organisme de distribution de l'eau au Burundi) et la régie communale de l'eau, organisme indépendant de gestion de l'eau qui représente les comités de points d'eau de la commune. C'est également par le biais de ces cellules de réflexions multiacteurs que le programme tente actuellement d'insuffler la notion de droit à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement au Burundi.

L'adaptation systématique du partenariat OPDE/PAD à son contexte d'intervention a conduit à développer des techniques innovantes dans le contexte burundais :

- la réalisation de forages manuels de faible profondeur. Cette technique peu

connue au Burundi s'avère tout particulièrement adaptée aux milieux de plaines où la nappe phréatique est très haute. Tout le matériel (tarières) a été construit localement sur la base de plans élaborés par l'équipe technique de PAD ;

– la mise en place de l'écosanitation, très faiblement implantée au Burundi (en particulier le développement dans les ménages et les écoles de latrines à déshydratation avec séparation des urines et des excréta) s'est avérée adaptée à la nappe phréatique peu profonde, à une zone dans laquelle les camions de vidange ne peuvent passer et où la grande majorité de la population est composée d'agriculteurs (une opportunité d'utilisation des intrants des latrines ecosan comme fertilisants organiques pour les cultures).

## De réelles perspectives

L'impact fort de ce programme est sans conteste la mobilisation à grande échelle des populations ciblées dans une dynamique de réciprocité. Les animations, échanges entre acteurs, formations à la construction, à l'utilisation et à la gestion des dispositifs sanitaires mis en place (latrines ecosan, forages, récupération d'eau de pluie, etc.) permettent par ailleurs une réelle appropriation, autonomisation et responsabilisation. L'approche participative, la démarche innovante de recherche-action adoptée par OPDE et PAD ont séduit les partenaires techniques et financiers. Ainsi, depuis 2011, le programme a bénéficié chaque année de nouveaux financements privés.

La seconde étape importante du programme est survenue en 2013 avec l'appui financier de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) sur un projet concernant l'écosanitation et la gestion des déchets solides, pour respectivement 222 755 € et 214 000 € sur trois ans. Au total, ont été réalisés et mis en service 1 300 latrines arboloo familiales, 100 latrines ecosan familiales et 2 blocs latrines scolaires ecosan. Deux forages ont également été construits, deux autres ont été réhabilités.



PAD/OPDE

Tout n'a pour autant pas été simple. L'ouverture d'un programme de ce type dans une nouvelle zone et la participation communautaire systématique à si grande échelle ont en effet demandé beaucoup de temps, ce qui avait été sous-estimé. Il en a résulté un retard par rapport au calendrier prévisionnel. Une meilleure connaissance du terrain, la consolidation des équipes et l'expérience acquise ont conduit progressivement à une plus grande efficacité dans la conduite de l'opération.

Malgré les résultats encourageants, la pérennisation de l'action à moyen et long termes reste au cœur des préoccupations de l'équipe, particulièrement attentive aux points suivants :

- les comités de gestion fonctionnent sur la base du bénévolat, principalement grâce à la dynamique lancée et au suivi de proximité mené par l'équipe d'animation du programme. Mais un mouvement de désengagement est déjà observé ; mieux vaut donc être réaliste quant à l'implication à long terme des membres de ces comités après le retrait de l'équipe du projet ;

- la disponibilité en pièces détachées pour les forages non encore assurée au niveau local doit être optimisée par le choix d'équipements homogènes dans la zone ;
- la notion de droit et de responsabilité en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement n'est pas toujours claire aux yeux des acteurs concernés à l'échelle des communes.

Face à ces constats, plusieurs pistes d'actions sont actuellement en réflexion :

- le développement d'activités génératrices de revenus pour les ménages et les comités eux-mêmes (une savonnerie a été mise en place dans un village). D'autres actions sont envisagées avec les intrants ecosan, notamment dans les écoles ;
- la concertation avec d'autres acteurs pour un choix homogène de pompes a déjà eu lieu, avec en ligne de mire le développement d'un réseau local de pièces détachées ;
- la reconnaissance des comités devrait être une étape primordiale ;
- enfin, l'élaboration de règlements et plans de gestion communaux sur les questions de l'accès à l'eau, de l'assainissement et la création de comités de surveillance ayant pour mission d'assurer le respect des cadres établis.

Les activités du volet eau se prolongeront en 2014 et celles du volet gestion des déchets jusqu'en 2016. Forts des enseignements du programme sur la commune de Mutimbuzi, l'OPDE et PAD s'appretiennent à engager un programme d'interventions similaires dans la commune de Gihanga (province de Bubanza, au nord de Bujumbura) qui présente les mêmes particularités hydrogéographiques et sociales. Il devrait débuter au premier trimestre 2014. ●

**Myriam Launay (Pad)**

## CONTACTS

- Diomède Ntakananimana, OPDE : [diojade2003@yahoo.fr](mailto:diojade2003@yahoo.fr)
- Mélanie Cuvelier, Pro-Action Développement : [melanie@proactiondev.org](mailto:melanie@proactiondev.org)
- [www.proactiondev.org](http://www.proactiondev.org)

# L'entreprenariat social : une option pour les bidonvilles

Dans les bidonvilles des pays en développement, les habitants se démènent pour accéder à une eau de qualité douteuse à des prix exorbitants. L'Ong Eau et Vie initie en Asie depuis 2008 des opérations pilotes en milieu urbain défavorisé, aux Philippines et au Bangladesh. Au-delà de l'approvisionnement en eau potable, ces actions structurent les opérateurs locaux sur tous les aspects qui touchent aux conditions de vie des populations.



Tuyaux d'arrivée d'eau à Bhashantek, au Bangladesh.

Les projets d'Eau et Vie s'inscrivent dans une démarche qui englobe l'amélioration de l'ensemble des conditions de vie dans les bidonvilles, de l'accès à l'eau à l'évacuation des eaux usées et à la gestion des déchets, sans oublier la formation et la sensibilisation à l'hygiène et l'environnement.

La particularité de son approche est d'accompagner la création de petites entreprises de distribution d'eau qui interviennent dans les quartiers urbains défavorisés pour connecter chaque maison à l'eau courante, tout en renforçant la cohésion et l'engagement des communautés. Deux entreprises sociales ont été créées avec l'appui d'Eau et Vie : Tubig Pag Asa (TPA), « Eau de l'Espoir » aux Philippines et Shobar Jonno Pani (SJP), « Eau pour Tous » au Bangladesh.

Une autre particularité de l'approche de l'association est d'installer des bornes in-

cendie, former la population à la prévention incendie et constituer des brigades de pompiers volontaires bénévoles dans les bidonvilles où l'accès est difficile en cas d'incendies, qui sont pourtant fréquents et ravageurs.

Parallèlement à la structuration des opérateurs locaux d'eau potable, les programmes participent au renforcement des communautés. Des associations locales Water and Life Philippines et Water and Life Bangladesh (W&L), ont ainsi été créées. L'accès à l'eau pour tous offre un point d'ancrage très fort pour promouvoir l'hygiène, par des sessions par exemple de promotion du projet d'accès à l'eau, l'organisation d'une journée mondiale du lavage des mains, des interventions dans les écoles du quartier... Des réunions de suivi sont organisées régulièrement avec les responsables de la communauté, qui participent à la définition et à la mise en œuvre

## Comment fonctionne une entreprise sociale ?

Une entreprise sociale peut intervenir dans les quartiers où le distributeur officiel ne parvient pas à travailler selon ses normes de rentabilité. L'entreprise sociale créée localement signe un contrat de partenariat avec le concessionnaire d'eau, la ville et la communauté. Elle achète l'eau au distributeur officiel, construit le réseau d'eau et assure la distribution d'eau dans le bidonville. Le personnel (plombiers, collecteurs...), recruté à 80 % dans le quartier, est chargé de la facturation, de la collecte, de l'entretien du réseau et des tests de qualité de l'eau. La méthode de travail est adaptée au fonctionnement de la communauté (par exemple la collecte journalière, ou hebdomadaire, des paiements). Chaque agence vise une viabilité financière et organisationnelle dans un délai d'environ cinq ans. Les bénéfices des entreprises sont réinvestis pour poursuivre et étendre les activités d'adduction en eau et permettre ainsi la pérennité de l'action.

Sur le même sujet, voir un article de Emmanuel Chaponnière intitulé "*Les POP de Maputo : des opérateurs indépendants, partenaires durables du service public de l'eau*" paru dans la lettre du pS-Eau n° 57 de septembre 2008.

des activités, relaient l'information auprès des habitants et proposent des solutions aux problèmes rencontrés.

### Travailler main dans la main avec les communautés

L'explosion démographique de grandes villes telles que Dhaka ou Manille ne s'est pas accompagnée d'infrastructures adaptées. Dans les bidonvilles, les familles souffrent du manque de sanitaires décentes. L'utilisation de latrines collectives mal ou non entretenues ou, à défaut, la défécation en plein air, génèrent de nombreux problèmes sanitaires et environnementaux. Les systèmes d'évacuation des eaux usées sont quasi inexistantes, les eaux noires stagnent donc à l'air libre et propagent de nombreuses bactéries. Eau et Vie dresse un diagnostic des services d'assainissement (état des lieux, acteurs présents, stratégies existantes...) par zone d'intervention, puis met en place un système durable d'évacuation des eaux usées et complète les équi-

pements de latrines. L'absence de gestion des déchets accentue la dégradation des conditions sanitaires des quartiers : jetés dans les rivières, les caniveaux ou souvent entassés à proximité des maisons, les déchets sont rarement ramassés... Ils bouchent les quelques systèmes de drainage existants. Eau et Vie, en lien avec la mairie locale, travaille sur l'organisation d'un système de collecte des déchets dans ses quartiers d'intervention.

Ces services s'appuient sur la réponse aux besoins de la population, en partenariat avec les communautés et autorités locales, ainsi qu'avec les acteurs locaux et internationaux du développement. L'ensemble des activités mises en place contribuent à la diminution des violences dans les quartiers, à l'amélioration du cadre de vie et à la création d'emplois. Elles ont pour objectif la diminution des maladies liées à l'eau et à un environnement insalubre, ainsi qu'une économie dans le budget des familles.

La durée de l'intervention (5 à 10 ans dans chaque quartier), le travail en étroite collaboration avec les communautés, les collectivités locales et les autres acteurs du développement visent à pérenniser l'en-

semble des actions qui s'inscrivent dans la politique de la ville en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement.

S'appuyant sur les enseignements d'une première expérience réalisée aux Philippines en 2008 dans un quartier de Manille, Eau et Vie a développé des opérations similaires dans d'autres bidonvilles.

### De l'eau courante dans le bidonville de Bhashantek

Bhashantek, bidonville de 3 500 familles (15 000 personnes) à Dhaka, a été retenu pour démarrer un projet pilote au Bangladesh. Ce bidonville est en cours de viabilisation par la ville de Dhaka, avec l'aide du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) dans le cadre d'un projet de réduction de la pauvreté (UPPRP). Un partenariat a été signé en 2012 entre SJP (Shobar Jonno Pani), le concessionnaire d'eau Dwasa (Dhaka Water and Sewerage Authority), le Pnud et la communauté de Bhashantek. Dwasa vend l'eau à SJP, elle-même responsable de construire le réseau d'eau<sup>1</sup>, de la distribuer et de collecter les paiements. SJP a ouvert une agence dans Bhashantek et constitué une équipe, composée de personnel local : plombiers, collecteurs et opérateur de saisie. La communauté a été associée pour le plan du réseau et la localisation des équipements. Les travaux de construction du réseau ont commencé en mai 2012 pour couvrir une première partie du quartier, comprenant 1 500 familles. Mais malgré les résultats positifs des tests menés en 2011, la pression dans le réseau s'est avérée trop faible lors de l'ouverture des vannes du fait d'une forte augmentation du nombre de familles et d'une diminution des capacités de forage de la ville.

Après des études techniques et grâce au soutien de la fondation Trafigura, partenaire des projets aux Philippines et au Bangladesh, un réservoir souterrain et un

1. Le réseau d'eau de Bhashantek a été pris en charge par le PNUD/UPPRP, car le très faible prix de vente de l'eau n'assurait pas le retour sur investissement de la construction.



Arnaud Gastaut

Fillette près d'un robinet à Bhashantek, au Bangladesh.

château d'eau ont été construits. En parallèle, SJP, appuyé par l'association locale W&L, a organisé des rencontres régulières avec la population, afin de promouvoir le projet et de sensibiliser la population à l'hygiène. Un opérateur a été formé à l'utilisation du logiciel de gestion des ventes d'eau développé par Eau et Vie grâce au soutien du Fonds Suez Environnement Initiatives, également partenaire de l'accès à l'eau et à l'assainissement des projets Philippines et Bangladesh. La construction du château d'eau achevée et le réseau décontaminé, les premières familles ont été connectées fin novembre 2013.

Une cérémonie d'ouverture avec les autorités locales et l'ensemble des partenaires a eu lieu le 30 novembre 2013. La communauté, au même titre que les partenaires d'Eau et Vie, attendait cet événement avec impatience. Les premiers, pour enfin avoir accès à l'eau potable courante ; les seconds, pour vérifier que cette approche fonctionnait et pouvait être dupliquée dans d'autres zones urbaines. *« J'ai beaucoup de fierté de ne plus devoir aller pomper l'eau et d'avoir comme les autres un robinet. Je n'ai plus mal ni à la poitrine, ni au dos. A la maison, mon mari et mes enfants doivent me demander l'autorisation pour*

*ouvrir le robinet ! »* affirme avec beaucoup de dignité Kanta, bénéficiaire du projet.

## 2 000 familles concernées aux Philippines

Les activités d'Eau et Vie aux Philippines s'inscrivent dans les objectifs du gouvernement qui vise, d'ici 2015, à donner accès à l'eau potable à 86,6 % de la population et des toilettes à 83,8 %. Elles répondent au besoin émis par l'Agence de l'eau du gouvernement philippin (National Water Resources Board) de faciliter l'accès à l'eau dans les quartiers défavorisés non desservis par les opérateurs officiels. L'entreprise sociale TPA (Tubig Pag Asa), créée par Eau et Vie en 2009, a aujourd'hui deux agences : une à Cavite, au sud de Manille, et l'autre à Cebu, la seconde ville du pays. TPA a signé un contrat de partenariat avec les concessionnaires d'eau locaux : Maynilad Water Services Inc. à Cavite et Metropolitan Cebu Water District (MCWD) à Cebu. Fin 2013, grâce à TPA, 1 100 familles réparties dans quatre bidonvilles (environ 5 500 personnes) auront de l'eau potable à domicile. Fin 2014,

l'objectif atteindra 2 000 familles. Chacun des quartiers d'intervention est équipé de bornes incendie et 110 personnes composent les quatre brigades de pompiers volontaires, qui ont d'ores et déjà prouvé leur capacité à éteindre des incendies dès leur apparition. En matière de renforcement communautaire, des formations et des manifestations sur l'hygiène et l'environnement sont organisées par W&L, telles que la journée mondiale du lavage des mains et la journée du nettoyage du quartier. Ces événements sont organisés en lien avec les autorités et les organisations locales ; elles réunissent à chaque fois plusieurs centaines de participants. Enfin, W&L dresse un état des lieux de l'assainissement et de la gestion des déchets dans chaque quartier. En fonction des besoins, des partenariats sont noués avec des professionnels pour mettre en œuvre des solutions.

Des fondations privées (Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation Brageac Solidarités, Institut Robin des Bois, Rotary Club), des entreprises (21 Central Partners, CapsLuxe) et de nombreux particuliers s'associent à ces partenaires pour soutenir les projets de l'association.

L'accès à l'eau courante a été un grand pas pour les habitants des bidonvilles, mais les projets ne s'arrêtent pas là. Dès 2014, la mise en place de systèmes d'évacuation des eaux usées et de gestion des déchets dans les quartiers desservis en eau (Bhashantek, Cavite, Cebu) sera engagée, tout en poursuivant le travail de formation et les actions de sensibilisation à l'hygiène et à la lutte contre l'incendie.

Eau et Vie envisage de dupliquer son approche d'accès à l'eau dans d'autres quartiers des Philippines et du Bangladesh et mènera prochainement un projet pilote en Côte d'Ivoire en s'appuyant sur ses partenaires habituels, qui ont déjà renouvelé leur soutien, mais aussi sur des financements publics qu'elle souhaite solliciter. ●

## CONTACTS

- Valérie Dumans : [vdumans@ong-eauetvie.org](mailto:vdumans@ong-eauetvie.org)
- [www.ong-eauetvie.org](http://www.ong-eauetvie.org)

# Les Ong maliennes se mobilisent en nombre

Après les résultats d'une enquête qui souligne l'état catastrophique de l'hygiène en milieu scolaire, l'Etat malien a défini en 2009 un plan stratégique d'interventions et lancé en 2010 le programme "Eau, hygiène et assainissement en milieu scolaire". Puissent ces initiatives obtenir les résultats escomptés.

**D'**après une enquête menée en 2010 sur un échantillon de 1 072 écoles réparties dans six des neuf régions du Mali, une école sur cinq ne dispose d'aucune latrine. 72 % des latrines existantes ne distinguent pas les filles des garçons ; 15 % seulement fonctionnent et respectent les normes minimales d'hygiène. L'approvisionnement des écoles en eau est encore plus préoccupante, puisque seuls 7 % des établissements enquêtés disposent d'un point d'eau fonctionnel et aux normes. Parmi les 7 029 élèves observés pendant la récréation du matin,

seuls 8 % se sont lavés les mains au savon au sortir des latrines (filles et garçons sans distinction).

Face à cette situation, le ministère malien de l'Education, en collaboration avec les ministères en charge de la Santé, de l'Assainissement et de l'Eau, a élaboré en 2009 un Plan stratégique pour la promotion de l'hygiène en milieu scolaire. L'année suivante, l'agence danoise pour le développement international (Danida) et la fondation Dubai Cares se sont engagées financièrement pour la mise en œuvre de ce plan.

En décembre 2010, le programme "Eau, hygiène et assainissement en milieu scolaire" était officiellement lancé sous l'égide du ministre de l'Education, avec cinq partenaires : Unicef, Care, Save the Children, Oxfam et WaterAid.

Depuis, d'autres donateurs ont rejoint le programme, ce qui a permis à six autres Ong internationales et près de 20 Ong nationales de joindre leurs forces pour améliorer les conditions d'approvisionnement en eau, d'hygiène et d'assainissement dans plus de 1 600 écoles publiques et communautaires du pays. Au total, ce sont déjà 480 000 enfants et 10 000 enseignants qui voient leur santé et leur environnement d'apprentissage s'améliorer.

## Une solidarité plurielle

En 2013, sous l'impulsion de l'Ong "Solidarité Plurielle", les Ong maliennes se sont organisées en Réseau national des Ong pour l'hygiène scolaire. Ce dernier a pour objectif de contribuer à la mise en œuvre du Plan stratégique national. Son but est de capitaliser les expériences de tous ses membres, de diffuser les outils qui ont d'ores et déjà fait leurs preuves, d'organiser des formations, des activités de plaidoyer et de mobilisation des ressources, et d'assurer de cette manière la pérennisation du plan Eau, hygiène et assainissement en milieu scolaire.

Une masse intarissable d'informations existe sur l'hygiène scolaire au sein des Ong et institutions maliennes mais elle est méconnue ou mal exploitée, ce qui rend difficiles la coordination et la réussite des initiatives.

Le réseau appuie les efforts des Ong, institutions et personnes qui essayent d'intégrer l'éducation à l'hygiène dans leurs actions en milieu scolaire en vue d'améliorer la santé des élèves et la réussite scolaire. Le réseau souhaite également établir des partenariats à l'international et diffuser ses acquis dans d'autres pays de la sous-région ouest-africaine et du monde. ●

## CONTACTS

- Assad Ibrahim Tolo, président du Reha Mali
- T. 00 (223) 76414393 • [assadtolo@yahoo.fr](mailto:assadtolo@yahoo.fr) • [reha\\_mali@yahoo.fr](mailto:reha_mali@yahoo.fr)



Consultez la rubrique Agenda du site pS-Eau pour rester informé des évènements à venir dans le secteur de l'eau en 2014 : [www.pseau.org/fr/agenda](http://www.pseau.org/fr/agenda)

## Rencontre

### Africa Water 2014, Forum africain de l'eau

Ouagadougou, Burkina Faso, du 12 au 14 juin 2014

Africa Water 2014 appelle les partenaires des secteurs de l'eau, de la sécurité alimentaire, de l'énergie et de l'environnement à se réunir au Burkina Faso autour d'objectifs communs. Cette initiative sans précédent ouvre l'opportunité de préparer ensemble la stratégie post-OMD pour l'Afrique et de parler d'une seule et même voix lors du 7<sup>e</sup> Forum mondial de l'eau qui se tiendra en avril 2015 à Daegu, en Corée du Sud.

- Mariam SOU DAKOURE, Ouagadougou (Burkina Faso) : [mariam.sou@2ie-edu.org](mailto:mariam.sou@2ie-edu.org) (+226) 78 16 02 28
- Olivier BOUSIGE, Paris (France) : [olivier.bousige@2ie-edu.org](mailto:olivier.bousige@2ie-edu.org) • +33 (0)1 71 19 71 78
- [www.2ie-edu.org](http://www.2ie-edu.org)



## A lire

### Evolution de l'APD française pour l'eau potable et l'assainissement (2007-2011)

Coalition Eau, août 2013, 20 pages

Depuis plusieurs années, la Coalition Eau réalise un travail de veille sur l'Aide Publique au Développement (APD) française accordée au secteur de l'eau potable et de l'assainissement. Cette synthèse, qui se concentre sur la période 2007-2011, actualise les précédentes études menées par la Coalition Eau pour la période 2001-2009. Au-delà des montants engagés par la France pour l'eau potable et l'assainissement, la Coalition Eau a croisé les orientations de l'aide avec les données sur les populations et les pays ayant les plus gros défis à relever dans ces domaines. Elle a étudié la répartition géographique et le type des aides accordées, ainsi que les types de projets soutenus.

- [www.coalition-eau.org](http://www.coalition-eau.org)



### Manuels d'apprentissage du Fonds pour la gouvernance et la transparence

Coordonné par Hilary Coulby, Water Aid et Freshwater Action Network (FAN), juillet 2013

WaterAid et Freshwater Action Network (FAN) ont publié une série de cinq manuels d'apprentissage sur les défis liés à l'amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et à la mobilisation des parties prenantes pour rendre cette gouvernance durable :

- n° 1. Prise en main de la gouvernance, 36 pages
- n° 2. Outils d'analyse du pouvoir pour la gouvernance AEPHA, 28 pages
- n° 3. Réseaux et plaidoyer en faveur de la gouvernance AEPHA, 32 pages
- n° 4. Mobilisation et plaidoyer pour une meilleure gouvernance AEPHA, 36 pages
- n° 5. Durabilité des programmes de gouvernance AEPHA, 40 pages

- Disponibles en français, anglais et espagnol sur : [www.wateraid.org/gflearninghandbooks](http://www.wateraid.org/gflearninghandbooks)



## Compte-rendu

### La gestion et l'entretien des installations d'assainissement liquide dans les villes ouest-africaines

Atelier international, Ouagadougou, 27-29 novembre 2013

Du 27 au 29 novembre dernier s'est déroulé à Ouagadougou l'atelier international sur la gestion et l'entretien des installations d'assainissement dans les villes d'Afrique de l'Ouest. Organisée par l'association Projection, cet atelier d'échanges et de débats sur un sujet au cœur des préoccupations des acteurs de terrain, était destiné aux jeunes professionnels du domaine des services essentiels des pays en développement. Il a rassemblé 60 professionnels du secteur.

Un constat : malgré les efforts avérés ces dernières années, l'assainissement liquide reste le parent pauvre des services urbains essentiels. Le secteur souffre d'un manque de reconnaissance et d'intérêt à la fois des acteurs (institutionnels, OSC, bailleurs, secteur privé...), mais également des populations. Les initiatives se heurtent régulièrement aux coûts des investissements et aux difficultés de mobilisation du coût du service auprès des usagers. Dans l'optique d'optimiser les investissements et d'assurer un financement continu des installations d'assainissement, la recherche de la pérennité doit devenir une priorité qui s'impose à tous.

Comment intégrer les charges d'entretien, de maintenance, de mise à niveau et de renouvellement dans le financement des installations ? Quelles technologies privilégier pour faciliter la gestion et l'entretien ? Qui doit assurer l'exploitation des infrastructures pour garantir un bon fonctionnement continu ? Qui doit payer l'entretien ? Quelle implication des usagers ? Ces questions ont jalonné les débats durant les trois jours d'atelier.

Les comptes rendus et photos de cet événement sont disponibles sur :  
[www.reseauprojection.org/ateliers/Ouaga2013/accueil\\_Ouaga2013.htm](http://www.reseauprojection.org/ateliers/Ouaga2013/accueil_Ouaga2013.htm)

#### CONTACT

Réseau Projection

51, rue Salvador Allende 92000 Nanterre

[info@reseauprojection.org](mailto:info@reseauprojection.org) • [www.reseauprojection.org](http://www.reseauprojection.org)



pS-Eau

Programme Solidarité Eau  
32, rue Le Peletier  
75009 Paris  
T. +33 (0)1 53 34 91 20  
[pseau@pseau.org](mailto:pseau@pseau.org)  
[www.pseau.org](http://www.pseau.org)

Responsable de la publication :  
Pierre-Marie Grondin  
Rédacteurs en chef :  
Guillaume Aubourg  
Céline Noblot

Ont participé à ce numéro :  
Anne-Cécile Gavant  
Assad Ibrahim Tolo  
Christophe Le Jallé  
Jérémy Toubkiss  
Mathieu Métois  
Myriam Launay  
Valérie Dumans  
Vincent Dussaux

Conception graphique,  
réalisation : Solange Münzer  
Impression : Panoply